

Séance publique du jeudi 31 mars 2016

Convoqué le jeudi 24 mars 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 31 mars 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN,

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Patrick VIGNAL.

Révision des critères de la commission des dérogations scolaires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Placé sous la responsabilité du Maire, le périmètre scolaire définit des secteurs correspondant aux zones d'inscription des élèves dans les différentes écoles de la ville. Cette disposition permet de privilégier l'accueil des élèves à proximité de leur domicile et de maintenir un équilibre entre les différentes écoles.

L'article L.131 du code de l'Education modifié par la loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales précise que lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé par délibération dans le cadre d'une sectorisation, les familles doivent se conformer à ces dispositions. Les inscriptions scolaires sont donc instruites en fonction de la résidence de l'enfant.

Ce critère de résidence étant la règle générale, il existe une procédure dérogatoire qui permet aux familles de demander l'inscription de son ou ses enfants dans une autre école que celle de rattachement.

La Ville de Montpellier a mis en place une commission afin d'étudier les demandes de dérogations des parents.

Les critères de recevabilité de ces demandes et le fonctionnement de cette commission ont fait l'objet d'une délibération en date du 6 mai 2013, et ont été revus en concertation avec l'ensemble des partenaires lors d'une réunion le 8 décembre 2015.

Le fonctionnement proposé est le suivant :

La commission :

Présidée par le Maire ou son Adjointe déléguée à la réussite Educative, elle est composée comme suit :

- Les représentants de la Direction de l'Education.
- Les représentants de la Direction académique des services de l'Education nationale.
- Les représentants des organisations syndicales enseignantes
- Les représentants des fédérations des parents d'élèves.

La procédure :

- Deux commissions annuelles seront organisées : la commission plénière et la commission de recours prévues lors du dernier trimestre scolaire.

Les dossiers sont classés selon 3 types de critères retenus (automatiques, pédagogiques et familiaux).

Seuls les critères familiaux font l'objet d'un examen en commission, les autres critères étant accordés hors commission.

Il est à noter que les demandes de dérogations, même si elles répondent à des critères reconnus, ne sont accordées que sous réserve des possibilités d'accueil.

Les critères automatiques sont définis comme suit :

- Motif médical de l'enfant (non d'un tiers)
- Rapprochement de fratrie (concerne strictement la première inscription d'un enfant qui demande à rejoindre son aîné et hors cursus spécifique).
- Quelques situations d'urgence en cours d'année scolaire donnant lieu à un compte-rendu récapitulatif transmis aux membres de la commission de dérogations.
- Les demandes d'inscription d'élèves résidant hors de la commune sous réserve de l'accord du Maire de la commune de résidence et de la Ville de Montpellier.

Les critères pédagogiques sont les demandes de dérogations des élèves non soumis à la sectorisation dont l'affectation dans une école est demandée au Maire et précisée par les représentants de l'Education nationale.

- CHAM (Cours à Horaires Aménagés Musique)
- Sections internationales (Chinois, anglais, allemand, espagnol)
- Cursus Occitan
- EANA : (Elève Allophone Nouvellement Arrivé)
- Cursus Sportif : (GRS : Gymnastique rythmique et sportive,...)
- ULIS : Unité localisée pour l'Inclusion Scolaire (élèves en situation de handicap)
- Classe pour scolarisation des élèves âgés de moins de trois ans.
- Demandes émanant de la DASEN ou de ses représentants.

Les critères familiaux sont définis selon les motifs suivants :

- Mode de garde
- Professionnel
- Médical (autre que l'élève)
- Rapprochement de fratrie, l'aîné étant en cursus spécifique
- Situations conflictuelles (conflits à l'école, de voisinage ou familiaux)

Des justificatifs spécifiques selon les motifs sont obligatoires à la constitution de la demande de dérogation et tout dossier incomplet ne pourra être présenté en commission.

Abandon du critère « Continuité scolaire Grandes sections/Cours Préparatoires à la rentrée scolaire 2017 ».

Pour une équité de traitement et afin d'offrir à chaque élève une école proche de son domicile, il est indispensable que l'inscription des élèves de grandes sections maternelles aux Cours préparatoires (écoles élémentaires) ne soit plus automatique.

En fin de cursus maternelle, l'élève ayant déménagé sera inscrit au Cours Préparatoire en fonction de sa nouvelle adresse. Cette démarche s'appuie sur la logique de la carte scolaire, et elle est en cohérence avec la procédure Presto, qui permet l'actualisation des informations fournies par les familles, notamment la mise à jour de leurs adresses.

Les familles en seront informées dès le début de la campagne des inscriptions scolaires et la demande éventuelle de maintien sera soumise à une demande de dérogation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider l'organisation revue et ainsi présentée ;

- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 1^{er} avril 2016